

[Texte]

Let me press you a little bit on the KGB and what you would expect on the basis of your understanding of that. I must say I am very skeptical of what appears to be the conventional wisdom that somehow the eastern European intelligence services and the KGB are still going to carry on after this revolution has taken place. Your evidence is that a revolution has taken place in eastern Europe. It seems to me first, as far as the KGB goes, that there will be almost no incentive for the KGB to be doing anything in Canada compared to the incentives they have of understanding what is going on in their own country, given the nationalism issues to which you have referred. It therefore seems that their spying on high technology in Canada is likely to be almost a figment of somebody's imagination. If it happens, it is going to happen very, very rarely. They have other priorities and they have other ways through the front door of acquiring high technology from Canada. It is going to be in Canada's interests to share with the new Soviet Union, on a reasonable basis, our high technology. Would you agree with that?

Prof. Marantz: I agree in part. It seems to me it is correct in terms of the logic of the situation, given the magnitude of domestic problems, that there is going to be a shift of Soviet resources, intelligence and otherwise, from the external arena to the internal arena. I think there is no doubt about that.

Over what timespan and how comprehensively that occurs, though, is another question. It seems to me that all bureaucracies have vested interests. I am sure that there are loads of KGB agents all over the world who are enjoying their postings, who are not that keen to go back to Moscow or Kiev or wherever, and that the KGB as an organization is going to resist changes in its role, redefinition and certainly any downsizing.

Mr. Brewin: As would CSIS, I may add.

Prof. Marantz: Of course. As all institutions, whether—

Mr. Brewin: It is therefore somewhat self-serving to hear officially when we get evidence from the Solicitor General or the director of CSIS that these problems continue, because it is an institutional justification for continuing, just as the KGB may try to find ways to continue.

Prof. Marantz: I think one is right to be skeptical and ask where the evidence is. I know and you know that it is in your interest to say that even if it is less and less the case, show me, prove it. Sure, on each side of the bureaucracies there is a dynamic whereby they tend to inflate the threat coming from the other side. We have to be on guard against that and we have to try to break out of it. That is part of what I was trying to suggest in my remarks, that we must be alive for the opportunities of cooperation that are going to open up between the Soviet Union and Canada.

[Traduction]

Je voudrais vous demander quelques précisions sur ce que vous pensez au sujet de l'activité du KGB. Je dois dire que je ne partage pas vraiment l'idée qui veut que les services de renseignements de l'Europe de l'est et le KGB vont poursuivre leurs activités après l'aboutissement de cette révolution. Vous nous dites qu'une révolution a eu lieu dans les pays de l'Europe de l'Est. À première vue, il me semble que le KGB, plutôt de s'intéresser à ce qui se passe au Canada, a beaucoup plus d'intérêt à chercher à comprendre ce qui s'est passé en Union soviétique, compte tenu des activités nationalistes auxquelles vous avez fait allusion. Il me semble donc que les activités d'espionnage auxquelles pourraient se livrer des agents du KGB au Canada, dans le domaine de la haute technologie, seraient beaucoup plus le fruit de l'imagination qu'autre chose. Si cela arrive, ce sera extrêmement rare. L'Union soviétique a d'autres priorités, et elle a aussi d'autres moyens directs et légitimes d'avoir accès à la haute technologie du Canada. Ce sera d'ailleurs dans l'intérêt du Canada de partager avec la nouvelle Union soviétique, sur une base raisonnable, sa haute technologie. Êtes-vous d'accord avec moi?

M. Marantz: En partie, oui. Il me paraît logique, compte tenu de la situation et de l'importance des problèmes à l'échelle nationale, de penser qu'il y aura une réaffectation des ressources et des services de renseignements soviétiques de l'extérieur vers l'intérieur du pays. Cela ne fait aucun doute.

Combien de temps cela prendra-t-il et quelle sera l'étendue de la réorientation, c'est une autre question. Tous les bureaucrates ont leurs intérêts. Je suis persuadé qu'il y a une multitude d'agents du KGB, partout à travers le monde, qui aiment vraiment l'endroit où ils sont, qui ne sont pas plus tentés que cela de retourner à Moscou, à Kiev, ou où que ce soit en Union soviétique, et qu'en tant qu'organisme, le KGB va résister à toute espèce de velléité de changement dans son rôle, sa définition, et à toute espèce de réduction de ses effectifs.

M. Brewin: Comme le ferait le SCRS, je suppose.

M. Marantz: Évidemment. Comme toutes les institutions, qu'il s'agisse...

M. Brewin: C'est donc par esprit de préservation que le solliciteur général ou le directeur du SCRS soutiennent que ces problèmes existent toujours, parce qu'ils justifient ainsi le maintien de l'Institution, tout comme le KGB peut trouver des moyens de poursuivre ses activités.

M. Marantz: Je pense que vous avez raison d'être sceptique et de demander des justifications. Nous savons tous les deux qu'il faut poser des questions. Il est bien évident que les institutions des deux côtés ont tendance à gonfler la menace qui vient de l'étranger. Nous devons nous montrer vigilants à cet égard et essayer de briser cette tendance. C'est en partie ce que j'essayais de démontrer dans mes observations, à savoir que nous devons être à l'affût des possibilités de collaboration qui vont se manifester entre l'Union soviétique et le Canada.